

Questions orales

ON DEMANDE AU GOUVERNEMENT D'ACCORDER UNE AIDE ACCRUE

M. Blaine A. Thacker (Lethbridge-Foothills): Madame le Président, il y a un problème parce que les banques se sont mises à limiter le nombre des prêts qu'elles accordent aux étudiants parce qu'elles les leur offrent à des taux inférieurs de 3 ou 4 p. 100 aux taux habituels et doivent prendre en charge la différence. C'est là quelque chose que le gouvernement pourrait faire, et si seulement le premier ministre le voulait, il pourrait annoncer dès aujourd'hui à la Chambre que le gouvernement fournira désormais les 3 p. 100 en question. Ce serait manifestement dans notre intérêt car, si le gouvernement ne fait pas cela, les étudiants devront quitter l'université et vivre du bien-être social. Le gouvernement, par l'entremise du premier ministre, s'engagera-t-il aujourd'hui à accroître son aide à l'égard de ces prêts subventionnés?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Madame le Président, le député ne parle pas seulement des jeunes, mais encore des étudiants. Je lui rappellerai les chiffres qui ont été publiés en février, lorsque nous avons discuté avec les gouvernements provinciaux de l'aide fédérale à l'enseignement postsecondaire. En effet, au cours des cinq dernières années, la part des coûts de l'enseignement postsecondaire assumée par le gouvernement fédéral dans tout le Canada est passée de 42 à 58 p. 100, alors que celle des gouvernements provinciaux est tombée de 43 à quelque 30 p. 100. Ce sont les étudiants, de même que le gouvernement fédéral, qui doivent assumer une plus large part des coûts. C'est pourtant un domaine de compétence provinciale. Par conséquent, ce n'est pas au gouvernement fédéral, qui règle une part croissante de la facture de l'enseignement postsecondaire, que le député devrait faire part de ses préoccupations, tout à fait fondées au demeurant, mais bien aux gouvernements provinciaux, qui ont gravement négligé leur devoir dans ce domaine.

* * *

L'ÉCONOMIE

LA BAISSÉ DES DÉPENSES À LA CONSOMMATION

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Madame le Président, ma question s'adresse au premier ministre. Nous avons eu un autre rapport économique récemment. Hier, le Conference Board du Canada a signalé que le revenu réel des Canadiens n'a pratiquement pas progressé et qu'en conséquence, les dépenses à la consommation ont baissé et le chômage s'en est accru d'autant. Le gouvernement reconnaîtra-t-il que le budget, fondé sur sa politique de contrôle des salaires, va retirer encore plus d'argent de l'économie, réduire davantage les dépenses des consommateurs et, partant, aggraver le chômage? Le premier ministre admettra-t-il que le budget va aggraver le chômage au Canada au lieu d'y remédier?

● (1425)

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Madame le Président, je pense que le député n'a pas pris le temps, pendant son absence, d'étudier le budget, qui est peut-être trop complexe pour lui. Si toutefois il s'en donnait la peine, il constaterait que, dans son budget, le ministre des Finances n'augmente ni ne réduit le déficit. Le budget de juin n'a rien changé au déficit. Les fonds retirés de l'économie y sont réinjectés par divers ministres précisément pour créer des emplois dans tout

le pays. C'est un exemple parfait de ce que le gouvernement avait l'intention de faire—prendre de l'argent à ceux qui ont un revenu et qui travaillent et s'en servir pour créer des emplois. Ce n'est donc pas que le gouvernement cherche à réduire quoi que ce soit. Le gouvernement enlève tout simplement de l'argent à ceux qui en ont et le dépense pour donner des emplois à ceux qui n'en ont pas.

M. Broadbent: Madame le Président, avant de poser ma deuxième question, je tiens à ce que le premier ministre sache que j'ai pris les dix minutes qu'il fallait pour lire et comprendre le budget. Ces dix minutes d'attention suffisent pour comprendre que si tous les Canadiens paient plus d'impôts et si les pensions et les allocations familiales sont réduites, les dépenses des consommateurs diminueront de beaucoup, n'en déplaise au premier ministre.

LE CHÔMAGE PRÉVU

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Madame le Président, lors de la présentation du budget, le gouvernement a refusé de nous dire quel taux de chômage il prévoyait pour l'année à venir. Le Conference Board vient de nous annoncer que, d'après lui, et le Nouveau parti démocratique partage cet avis, le taux de chômage demeurera supérieur à 10 p. 100, non seulement pour le reste de l'année, mais aussi pour tout 1983. Le premier ministre ajoute-t-il foi à ces prévisions du Conference Board selon lequel le taux de chômage demeurera à plus de 10 p. 100 jusqu'à la fin de 1983? S'il n'est pas d'accord, peut-il nous en donner les raisons?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Madame le Président, le député affirme avoir lu le budget en une dizaine de minutes et en avoir conclu qu'on enlèvera beaucoup d'argent aux Canadiens. A mon avis, il lui faudrait peut-être plus d'une dizaine de minutes pour saisir les répercussions du budget.

Une voix: Il n'arrive pas à se concentrer très longtemps.

M. Trudeau: C'est peut-être vrai.

Les particuliers qui ont des revenus et paient de l'impôt vont dépenser de l'argent au fil de l'année. C'est à ces particuliers qu'on enlèvera de l'argent au cours de l'année en vue de créer des emplois pour ceux qui n'en ont pas, aider financièrement les chômeurs et créer des possibilités d'emploi à leur intention. Voilà l'objet du budget.

Si le député affirmait que nous aurions dû accroître le déficit et injecter plus d'argent dans l'économie, cela montrerait du moins, même si c'est une mauvaise orientation, qu'il a compris le budget. Mais je crains que ce ne soit pas le cas, et je l'invite donc à revoir les données budgétaires.

Pour ce qui est des prévisions, je ne suis pas en mesure de les commenter. Premièrement, je n'ai pas vu les statistiques. Deuxièmement, j'hésiterais beaucoup à prédire une diminution du chômage, car une bonne part du problème vient de ce que le chômage sévit à l'échelle mondiale; le nombre de chômeurs s'est accru de cinq millions l'année dernière dans les seuls pays de l'OCDE et un grand nombre de nos associés commerciaux n'ont pas les moyens, le député le sait bien, d'acheter nos produits miniers et autres. Dans ce cas, on ne peut avoir la certitude, à moins d'une reprise de l'économie mondiale, que notre économie se relèvera bientôt.